

*L'Adresse—M. MacKay*

cette pratique n'est pas limité aux essieux de wagons de chemin de fer. L'article disait:

Selon le Revenu national, les plaques d'acier inoxydable en provenance de ces trois pays ainsi que la tôle laminée à chaud et certaines catégories laminées à froid en provenance du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest, avaient fait l'objet de dumping. On ne donne pas de détails sur les quantités en cause.

L'article poursuit encore:

On a constaté que le Japon, l'Allemagne de l'Ouest et la République d'Afrique du Sud avaient vendu à rabais certaines catégories d'acier inoxydable...

Le ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministre du Revenu national (M. Guay) devraient enquêter sur les affaires de cette nature. Cette industrie a toujours été bénéfique pour la Nouvelle-Écosse ainsi que pour ma circonscription. Elle emploie des centaines de travailleurs, exporte une partie de ses produits et fabrique de l'excellent matériel ferroviaire roulant pour le Canada et les États-Unis.

Il me paraît inconcevable que cette industrie ne soit pas mieux aidée. Je sais que dans le cadre du programme de 100 millions de dollars pour la modernisation des voies ferrées de l'Ouest, au sujet duquel j'ai écrit au ministre des Transports en août dernier, il a donné une commande de 100 wagons à Hawker Siddeley et une autre de 806 à la National Car de Hamilton. Par coïncidence, c'est là une région où le chômage n'est pas très prononcé. J'espère que le ministre se rendra compte que je l'exhorte à accorder à la société Hawker Siddeley une commande pour les 150 wagons-trémies restants, laquelle n'a pas été adjugée. J'espère également qu'il s'assurera que l'importation d'essieux étrangers bon marché qui pourrait contrevenir aux règlements antidumping, n'annulera pas les chances que cette industrie reçoive la commande des essieux de wagon de chemin de fer que réclame le programme de modernisation des chemins de fer de l'Ouest.

L'une des choses auxquelles les Canadiens s'attendent de la part du gouvernement à une époque de difficulté économique, c'est au moins au programme global en vue de faire quelque chose de constructif pour le pays. Il importe de noter que les États-Unis sont prêts à dépenser des milliards de dollars pour transporter les ressources non renouvelables du grand Nord comme le pétrole et le gaz naturel jusqu'aux États-Unis, tandis que le Canada n'a pas voulu faire la même chose pour mettre en œuvre un important projet national qui nous permettrait de transporter à partir du Nord canadien une richesse en fin de compte beaucoup plus grande que n'importe quelle ressource non renouvelable, je veux parler de l'exploitation des ressources hydro-électriques du Nord du Canada et de leur acheminement vers les provinces où ces ressources pourraient être utilisées de la façon la plus utile possible dans le cadre d'un réseau national d'énergie. Si ces ressources sont bien utilisées, le Canada deviendra extrêmement concurrentiel dans le domaine de l'énergie grâce à une ressource qui n'est pas, elle, non renouvelable, comme le pétrole et le gaz.

Pour ne mentionner qu'un exemple, certaines personnes bien renseignées m'ont affirmé que le lac Artillery au Yukon, qui est situé à environ 700 milles d'Edmonton à l'est de Yellowknife et qui fait partie du réseau de la rivière Lockhart, est un emplacement énergétique naturel. Cet emplacement pourrait être mis en valeur. L'électricité pourrait être acheminée sans grande perte vers un endroit convenable sous forme de courant direct (D.C.). Le courant pourrait ensuite être transformé en courant alternatif (A.C.) et canalisé dans un réseau national d'énergie qui serait extrêmement avantageux pour tout le pays.

[M. MacKay.]

De fait, les installations comme celles qui sont en voie de construction ou qui ont déjà été réalisées à Kettle Rapids et à Long Spruce dans la région de Gilliam au nord du Manitoba pourraient aussi faire partie d'un réseau d'énergie national.

Tout le monde sait qu'il existe un surplus d'énergie à Churchill Falls, à Terre-Neuve et à la baie de Fundy. Cela me renverse de penser qu'à notre époque de crise énergétique, un pays qui possède énormément d'eau douce et des ressources hydro-électriques sans précédent ne fassent pas au moins un effort national pour utiliser toute la meilleure technologie possible afin d'acheminer cette énergie renouvelable vers des régions du Canada où elle peut être le plus utile. Fait particulièrement illogique dans l'est du Canada, le coût de l'énergie est si élevé que tous les bienfaits découlant d'un programme d'expansion économique régionale sont éliminés par le coût exorbitant de l'énergie électrique que doit supporter l'industrie.

J'espère que le gouvernement comprendra bientôt que pour maintenir l'unité au Canada et nous inculquer un sentiment de fierté nationale, nous devons entreprendre de vastes projets nationaux qui apporteront des avantages matériels à la population et assureront en définitive la prospérité du pays. Nous devons exploiter nos mines de charbon. Nous devons exploiter les houillères de l'Est, comme le mentionnait aujourd'hui même le député de Cape Breton-The Sydneys (M. Muir). Nous devons voir à emmagasiner du grain de provende dans l'Est du Canada, afin que nos agriculteurs n'aient pas à souffrir du fait que comme dans de nombreux autres cas, il nous manque des wagons pour transporter le grain de provende quand nous en avons besoin.

● (1732)

Il est en effet plutôt incongru qu'il y ait probablement moins de wagons de chemins de fer qu'il n'y en avait voici dix ans, et pourtant il y a des chômeurs dans de nombreuses usines de notre pays qui pourraient fabriquer du matériel roulant au lieu de toucher des prestations d'assurance-chômage et ainsi se rendre utile à leur pays et à eux-mêmes.

En ce qui concerne l'imposition fiscale, je l'ai mentionnée il y a quelques instants relativement à l'ex-ministre des Finances, Walter Gordon. Ce que nous avons obtenu en 1971 n'est pas une réforme réaliste en matière d'imposition fiscale. Ce à quoi on a abouti c'est tout simplement à obscurcir ou à compliquer l'imposition fiscale et non pas à la réformer. Je me souviens très bien d'une certaine époque où le gouvernement était déterminé à imposer les gains en capital sur les fermes familiales avant que ne l'emportent la pression de l'opposition et, nous l'espérons, le reste de bon sens dont jouissait encore le gouvernement. Il faut qu'il y ait des investissements en capitaux dans notre pays et je n'arrive pas à comprendre pourquoi le gouvernement, même s'il n'a pas envie de faire disparaître complètement l'imposition sur les gains en capitaux, ne traite pas cette forme d'investissement d'une façon plus équitable et plus intelligente. Pourquoi faut-il que les Canadiens qui souscrivent une participation financière dans des sociétés canadiennes comme moyen de placement de leur argent en vue de donner une instruction à leurs enfants ou de disposer d'un revenu lorsqu'ils prennent leur retraite soient traités au moment où ils vendent ces actions, parfois plusieurs années après, de la même façon que des gens qui ont acheté des actions le mois précédent et les revendent pour faire un rapide profit? Quelle justifica-